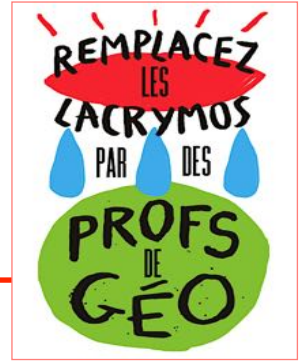




Réponse de Macron à la colère sociale : couvre-feu, restrictions des libertés, répression

Ensemble pour gagner

17 octobre, 800 000 manifestants. Au soir d'une mobilisation exceptionnelle, les caméras des télé, privées et publiques malheureusement, sont braquées sur les casseurs, les «factieux, issus des groupuscules de l'ultragauche» pour reprendre les éléments de langage utilisés à la fois par l'Élysée-Matignon, la droite extrême et l'extrême droite. L'histoire de notre pays est émaillée de réactions d'un pouvoir à bout de souffle, un pouvoir qui a plongé notre pays dans une crise globale : sociale, environnementale, économique, politique... Et qui tente de s'en sortir avec la peur et des menaces...

S'il n'est pas question ici de justifier si peu que ce soit les pillages et dégradations de toutes sortes commises en marge des manifestations, il convient de mesurer l'utilisation qui en est faite pour discréditer un mouvement social marqué par le pacifisme, la détermination et l'enthousiasme, regroupant des forces manifestement heureuses de se retrouver au coude-à-coude dans les rues de nos villes. Lycéens, étudiants, Gilets jaunes, salariés et retraités unis contre le bilan de 10 ans de macronisme.

L'allocution du président de la République, le 17 octobre au soir, n'a rien arrangé, loin de là. Elle est marquée du sceau du mépris de classe, d'une aversion crasse pour la jeunesse et les retraités, si l'on en juge par les dispositions prises à leur encontre dans le projet de budget 2027.

Égal à lui-même, Macron n'a eu que l'espoir du pourrissement du mouvement social à offrir. Rien à annoncer sur les salaires, les retraites, la lutte contre la vie chère ou les moyens des services publics.

Il va y avoir rapidement un retour à la réalité. Avec les budgets de l'État et de la Sécurité sociale pour 2027, le Gouvernement veut encore faire payer les salarié·es, les retraité·es et les malades, plutôt que les grandes entreprises et les ultra-riches. Et qui peut penser que l'autoritarisme et les violences policières peuvent altérer en quoi que ce soit les colères et conduire ceux qui subissent les violences à baisser les bras

C'est tout le sens de l'appel à l'action lancé par les syndicats CGT, CFDT, FO, Unsa et FSU pour le 5 novembre. Contre la casse sociale, contre un projet de budget qui va peser lourdement sur nos droits et nos vies. Public, privé, jeunes, salariés, retraités et chômeurs "tous ensemble" pour gagner !

Richard Vaillant

Lire page 3 la déclaration de la CGT



PAGE 2 : Clos Dormoy : écouter les habitants est-ce trop demander ? ... Les poubelles oubliées chemin des Meuniers ...

PAGE 3 : Châteaubriant, ils étaient vingt et sept ...

PAGE 4 : Scolarité : dis-moi d'où tu viens, je te dirai où tu vas ! La famine s'installe à Gaza

PAGE 5 : Les macronistes s'inspirent des dictatures ... Voyeurisme

Le coup de gueule de Josette (77 ans)

Refrain : « Les retraités, les vieux, d'une manière générale, sont responsables du trou de la Sécu ».

Chaque mois la pharmacie me délivre une boîte d'aspirine « protect » destinée à liquéfier mon sang pour éviter les AVC.

Coût de la boîte 1,86€ : c'est plus que raisonnable et pris en charge à 100%.

Mais quand je regarde le relevé de mes remboursements par la Sécu et la mutuelle, j'hallucine !

Au prix de ma boîte d'aspirine s'ajoutent des honoraires à la pharmacie :

Honoraire dispensation

Honoraire dispensation médicament remboursable

Honoraire dispensation en lien avec l'âge

Honoraire dispensation médicaments spécifiques

Le tout revenant à 4,47€ à la Sécurité sociale et 2,41€ à la mutuelle pour un total de 6,88€, tout cela pour une boîte de médicament de 1,86€ au départ...

Et je ne parle pas de la franchise médicale qui va m'être prélevée par la sécu : 1 euro pour la boîte de médicament...

Reçu par Mail

Clos Dormoy : écouter les habitants est-ce trop demander ?

Les réactions ont été nombreuses, au Clos Dormoy suite à la déclaration de M. Demange, président de la CNL (association de locataires), concernant le projet Mistral.

Alors que cette association est censée défendre l'intérêt des locataires, les représenter, être médiatrice en cas de litige avec leur bailleur, son président fait fi de tous ses principes pour parler au nom de Chaumont Habitat.

Est-ce le rôle de la CNL locale de culpabiliser les locataires du Clos Dormoy s'ils refusent que l'on construise 36 logements sur leur seul espace vert ? La canicule de cet été prouve qu'ils ont entièrement raison de vouloir le préserver.

Les propos tenus sont plus que choquants et le collectif des locataires et usagers du Clos Dormoy n'a pas tardé à réagir.

Voici quelques extraits de ces réactions :

« Nous n'avons jamais été consultés, ni sur l'aliénation de notre parc de loisirs, ni sur sa destination. L'attractivité du territoire dont parle M. Demange, parlons-en. La construction de 36 logements dans un quartier qui, de fait, sera défiguré ».

« Nous ne savions pas à quel point notre quartier était vital pour la vie des Chaumontais ! Nous n'avons déjà pas assez de place pour nous garer, notre terrain de jeux tombe en morceaux, nous n'avons pas droit aux décorations de Noël alors que l'on est "en cœur de ville" et nous devrions être contents d'avoir 36 logements de plus et un nouveau terrain de pétanque ! Contents aussi qu'il ne nous reste plus que deux arbres sur la trentaine actuelle ! »

« On plante des arbres à La Rochotte, il y a de la verdure partout, et on veut bétoniser le quartier. »

« Il est à noter qu'on est oublié bien qu'étant en cœur de ville. Ici, pas de navette gratuite mise à disposition des anciens ».

« Notre quartier est très mal desservi, c'est la croix et la bannière lorsque l'on veut revenir du centre-ville (...). Vous voulez construire pour les personnes âgées et handicapées sans même vous soucier de leur bien-être et de leur mobilité » !

« On sait que notre ville se dépeuple, qu'il y a un grand nombre de logements vacants au sein du parc de Chaumont Habitat et dans notre quartier... Vous pensez vraiment que ce sont les logements qui empêchent les gens de venir s'installer à Chaumont ? (...) ».

« Avec la bétonisation de ce quartier, l'abattage de nos arbres, vous nous préparez un bel avenir ! »

« Ces constructions peuvent et doivent se faire ailleurs que sur le seul espace vert du Clos Dormoy ! »

« Et par notre faute, il y aurait, en plus, des suppressions de poste, des augmentations de loyer, rien que ça ! »

« Je suis surprise qu'une association de défense des locataires (la CNL) aille à l'encontre des intérêts et du bien-être de centaines de locataires du quartier qui subiront les nuisances de ces constructions (bétonisation, plus d'arbres pour nous protéger des canicules à venir, manque de place de parking, de luminosité). Et tout cela sans nous consulter » !

L'action judiciaire n'est pas soldée, l'association de défense du Clos Dormoy et de ses espaces verts nous rappelle qu'une procédure en appel auprès du tribunal de Nancy est en cours.

Nous leur apportons notre soutien ●

Marie-Rose Patelli

Des poubelles oubliées...

Nous avons été alertés par un habitant du Chemin des Meuniers au sujet du ramassage des poubelles qui n'est plus assuré « pour des raisons de sécurité », sans que les habitants aient été prévenus du sort qui leur était fait.

Bien sûr, l'argument de la sécurité des chauffeurs est imparable. Mais qui se préoccupe de comment les habitants de cette rue vont assumer le non ramassage à leur porte et l'obligation de porter leur sac poubelle en haut d'une côte ? Le SDED n'a aucune intention de trouver une solution de substitution, un camion mieux dimensionné, par exemple.

Le SDED met en œuvre toutes sortes de méthodes pour alléger les tournées de ramassage en faisant faire le travail par les habitants.

À commencer par le tri qui auparavant était facteur d'emplois.

Désormais, chacun d'entre nous est appelé à séparer le verre, le papier, le plastique, voire les épiluchures, des autres déchets. Puis il s'agit de les transporter à travers les rues dans des containers spécifiques. Quant aux sacs jaunes, s'ils ne sont pas correctement triés, ce sont les menaces de non ramassage.

À Chaumont ont fleuri les containers pour un apport « volontaire ». Des « volontaires » auxquels on n'a jamais demandé leur avis. Franchement, qui est volontaire pour promener ses ordures dans les rues ?

Ce sont des décisions de bureaucrates qui n'ont aucune idée de comment vit le commun des mortels. Dans une ville qui comprend 36% de retraités, on ne tient pas compte des personnes âgées ou handicapées, qu'elles se débrouillent !

Adriana Fernandez



La CGT alerte sur la gravité de la situation du pays

Après la réussite de la journée de grève et de manifestation du 29 septembre, puis de la mobilisation lycéenne et étudiante, la journée du 17 octobre montre un nouvel élargissement de la mobilisation. 800 000 personnes ont manifesté avec joie, inventivité et détermination partout en France contre la vie chère et en soutien aux revendications des jeunes.

La journée a malheureusement été gâchée par de nombreuses dégradations et par une stratégie de maintien de l'ordre dangereuse. La CGT condamne les graves violences commises le 17 octobre : plutôt que de se concentrer sur le maintien de l'ordre, la doctrine sécuritaire du gouvernement a ciblé de nombreux manifestant-es pacifiques qui ont été blessé-es, des milliers de manifestant-es ont été nassé-es, nos services d'ordre ont été parfois ciblés, le nombre de gardes à vue abusives est exponentiel, une jeune fille de 17 ans a perdu son œil, un jeune homme de 17 ans a perdu sa main, le carré de tête intersyndical de la manifestation de Toulouse a été visé par une grenade et quatre dirigeantes syndicales de la CGT et de la FSU ont été blessées, deux décès sont aussi à déplorer samedi et dimanche à Paris dont les circonstances doivent encore être éclaircies.

Cette spirale de la répression et de la violence doit cesser. La CGT demande la mise en place d'une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur ces faits.

La CGT le rappelle, les dégradations sont toujours instrumentalisées par le pouvoir, le patronat et l'extrême droite pour faire diversion des revendications et pour justifier la répression et les remises en cause des libertés publiques.

On ne répond pas à une mobilisation sociale par des mesures sécuritaires et répressives. On y répond par des solutions politiques.

La CGT appelle à l'ouverture immédiate de négociations avec les organisations syndicales et de jeunesse. Les revendications sont claires : la fin de Parcoursup, des moyens pour les lycées et les universités, l'augmentation des salaires, du Smic, et du point d'indice des fonctionnaires, des pensions, des bourses étudiantes et de toutes les prestations sociales, l'abandon de la taxation des malades et des coupes dans les services publics à commencer par les hôpitaux, le blocage des prix et l'arrêt des licenciements.

Face à la stratégie du chaos déployée par le gouvernement, gardons le cap sur nos revendications, soyons mobilisé-es jusqu'à leur satisfaction. Faisons du 5 novembre prochain une grande journée de convergence, de grèves et de manifestations. ●

Déclaration de la CGT (Extraits)



Châteaubriant

Ils étaient vingt-sept, communistes, ouvriers, syndicalistes CGT, et furent fusillés par les nazis il y a 85 ans. Ce dimanche 18 octobre 2026, plusieurs milliers de personnes leur ont rendu hommage à Châteaubriant.

Au lendemain de la mobilisation historique du 17 octobre et à quelques mois de la présidentielle, un espoir traverse la clairière : que la jeunesse et le monde du travail empêchent l'histoire de se répéter.

En hommage, nous publions le poème de **René-Guy Cadou** :

Les fusillés de Châteaubriant

Ils sont appuyés contre le ciel
Ils sont une trentaine appuyés contre le ciel
Avec toute la vie derrière eux
Ils sont pleins d'étonnement pour leur épaule
Qui est un monument d'amour
Ils n'ont pas de recommandations à se faire
Parce qu'ils ne se quitteront jamais plus
L'un d'eux pense à un petit village
Où il allait à l'école
Un autre est assis à sa table
Et ses amis tiennent ses mains
Ils ne sont déjà plus du pays dont ils rêvent
Ils sont bien au-dessus de ces hommes
Qui les regardent mourir
Il y a entre eux la différence du martyr
Parce que le vent est passé là ils chantent
Et leur seul regret est que ceux
Qui vont les tuer n'entendent pas
Le bruit énorme des paroles
Ils sont exacts au rendez-vous
Ils sont même en avance sur les autres
Pourtant ils disent qu'ils ne sont pas des apôtres
Et que tout est simple
Et que la mort surtout est une chose simple
Puisque toute liberté se survit.

René-Guy Cadou

René Guy Cadou est un poète français, né le 15 février 1920 à Sainte-Reine-de-Bretagne et mort le 20 mars 1951 à 31 ans à Louisfert.

Il écrit de 1936 à 1951. Ses œuvres complètes sont publiées par les Éditions Seghers en 1961.



PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Tél :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78

À RENVoyer : SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT - 24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC 52000 CHAUMONT



N° 500. Vendredi 23 octobre : près de 80 personnes sont venues débattre, échanger avec les responsables de la rédaction du journal des retraités CGT de Chaumont. La soirée joyeuse et fraternelle s'est ensuite poursuivie avec Claude Rossignol accompagné de Ludovic Grassot (un beau métissage de mots et de notes) et un apéritif dînatoire, préparé par les ami-es du journal. Bien sûr, nous reviendrons sur cet événement dans notre prochain numéro.

L'ONU réduit l'aide alimentaire à 500 000 Gazaouis en raison d'une baisse de financement

Les Nations unies affirment qu'environ un demi-million de personnes à Gaza perdront l'accès à l'aide alimentaire à partir de ce mois-ci, ce qui fait craindre une nouvelle détérioration de la situation humanitaire dans cette région.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies aide environ 1,6 million de Gazaouis, notamment par le biais de colis alimentaires mensuels, depuis l'entrée en vigueur, en octobre 2025, d'un accord de cessez-le-feu entre Israël et le Hamas.

Le PAM a annoncé lundi que le nombre de personnes bénéficiant de son aide était tombé à 1,1 million ce mois-ci. Il a également réduit de moitié les rations alimentaires, ce qui signifie que les personnes qui continuent de bénéficier d'une aide en recevront moins. L'agence a indiqué avoir reçu en 2026 moins de la moitié des fonds alloués à son opération en Palestine par rapport aux années précédentes.

Israël poursuit ses opérations militaires à Gaza malgré l'accord de cessez-le-feu. De nombreuses personnes se trouvent toujours dans des logements provisoires et leurs conditions de vie devraient s'aggraver au cours des prochains mois d'hiver.

Le PAM indique que 1,4 million de personnes, soit près de 70 % de la population, sont confrontées à de graves pénuries alimentaires. Il précise qu'environ 200 000 personnes pourraient mourir de faim sans une aide immédiate.

D'AILLEURS...



Reporterre

Le média de l'écologie

« Le pouvoir n'est pas aussi indigné par les néonazis que par Les Soulèvements de la Terre »

La mobilisation du 17 octobre n'est que la traduction d'une « décennie lamentable », analyse le sociologue Michel Kokoreff. Le résultat de dix ans de macronisme, de répression inouïe et de mépris de classe explique-t-il, pour rappeler la responsabilité du gouvernement.

« Qui sème le vent récolte la tempête. » La journée de [mobilisation du samedi 17 octobre](#) a été marquée par une contestation inédite sur les plans économique et social, qui a déstabilisé le pouvoir. [Lire la suite](#)

Scolarité : dis-moi d'où tu viens, je te dirai où tu vas !

Le Directeur des services de l'Éducation nationale a confié au Jhm ses analyses sur la baisse du niveau scolaire des élèves haut-marnais (19 octobre 2026).

C'est pour le moins sommaire et contradictoire et surtout il dédouane l'Éducation nationale. Il évoque une forme de « déterminisme social », l'origine sociale influençant nos goûts, nos pensées, nos comportements, notre réussite. La Haute-Marne est pauvre, dans le bas du classement social, et donc inéluctablement davantage d'élèves seraient en échec scolaire. C'est imparable !

Pourtant, d'après le Jhm, les évaluations font apparaître un constat : « *en CP, les élèves ont de meilleurs attendus que la moyenne du Grand Est et au niveau national. Ce n'est plus le cas en 6è. Que se passe-t-il entre les deux ?* » Ainsi le déterminisme social n'influerait ni en maternelle, ni à l'école élémentaire et agirait lors de l'entrée au collège ?

La question mérite d'être posée et d'appeler quelques hypothèses, mais le directeur des services fait diversion sur ses actions de remédiations et les parents démissionnaires. Selon lui, la hausse des comportements de ruptures de certains élèves n'est due qu'à un meilleur outil de signalement et de recensement.

Les moyens sont utilisés selon les besoins et les recrutements sont satisfaisants. On est dans le déni.

Loin de nier l'importance de la pauvreté matérielle, culturelle, voire sanitaire dans le développement de l'enfant et sa capacité à construire son avenir, ce ne peut être une cause irrémédiable de l'échec scolaire.

L'école de la République se doit d'être inégalitaire envers ses enfants non pas dans le sens où elle l'est aujourd'hui, focalisée sur ses élites, mais en donnant plus à ceux qui en ont besoin.

Il faut s'interroger sur le conservatisme scolaire français qu'incarne bien le directeur des services de l'Éducation nationale. C'est aussi à cela qu'invite le mouvement lycéen.

Louis Laprade

Les macronistes s'inspirent des dictatures

Dès lundi Sébastien Lecornu a annoncé des « couvre-feux partiels ». Il s'inspire du Kazakhstan qui, en janvier 2022, après des manifestations contre la hausse des prix du gaz, a déclaré l'état d'urgence avec un couvre-feu, des restrictions de circulation et l'interdiction des rassemblements.

Visiblement, le couvre-feu ne s'applique pas à la centaine de néo-nazis qui ont défilé dans les rues de Lyon le 19 octobre !

Gabriel Attal plaide pour mobiliser les armées « temporairement » et faire face aux émeutes. Il s'inspire du président Moubarak en Égypte qui, en janvier 2011, face aux manifestations, a déclaré un couvre-feu et a envoyé l'armée contre le peuple.

Gabriel Attal veut aussi bloquer certains réseaux sociaux comme cela a été fait en Iran, en 2019, puis en juin 2022, après la mort d'une étudiante iranienne lors de manifestations contre la hausse de l'essence.

Gérard Larcher, président du Sénat, l'un des personnages les mieux rémunérés sous les ors de la République, réclame l'interdiction du premier parti d'opposition de gauche ; cela rappelle la dissolution du PCF en 1939 sous le gouvernement Daladier, collabo des Allemands (accord de Munich).

Le gouvernement a laissé pourrir la situation en n'ouvrant pas de négociations sur les revendications légitimes contre la vie chère, contre les coupes budgétaires dans les services publics (éducation, hôpitaux, pompiers, justice...) **pour justifier la répression** et la remise en cause des droits démocratiques fondamentaux.

La paix sociale ne s'obtient pas par la violence et les injustices. Il faut construire d'urgence une réponse aux revendications légitimes du peuple qui souffre. Plutôt que la surenchère répressive, toute la lumière doit être faite sur la défaillance de la politique du maintien de l'ordre. La police passe son temps à réprimer les manifestants pacifiques plutôt que les casseurs qui n'ont rien à voir avec les manifestants.

Le néo-libéralisme est à l'agonie, la macronie est dans la débâcle. La fin de règne est bel et bien là. Du clair-obscur peut jaillir la lumière ! C'est souvent au cœur de l'obscurité, des épreuves ou du doute que la clarté et l'espoir renaissent. ●

Pascal Puvot

MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

Merci à Arlette, Xavier, Nathalie, Aline, Olivier, Aurore et Éric, Gérard, Lionel, Anne-Marie, Francis et Christine, Claire, Marinette, Bernard, Simone, Jacqueline, Annie, Michèle, Françoise et Jean-Paul, Patrick et Sylvie, Régis, Hervé, Josiane, Annick, Nathalie, Patrice, Dominique, Pierre, Richard, Sylvie, Christophe, Jeanne, Gillette et Jean-Claude, Jean-Pierre, Alain, Jean-Louis, Maurice, Anne, Patricia, Jorge, Claudine, Colette, Christian et Marie-Claude, Marylène, Gisèle, Marie-Thérèse, Olivier, Margaret, Élise, Xavier, Jeannette, Séverine, Francis, Yvette, Jean-Marie, Claude, Jean-Claude, Évelyne, Jacques, Jean, Patricia, Marie-Thérèse, Nicole, Frédérique, Florent, Rachel, Mireille, Benoît, Agnès, Denis, Josette, François, Jean-Luc, André et Josette, Liliane, Christine, Luc, Pascal, Jean-Jules, Abdel, Jeanne, François, Christian, Jean-François, Michel, Ludmila, Marie-Christine, Chantal, Françoise, Claude, Geoffrey et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Nom : Prénom :

Verse.....euros

Remettre à un.e militant.e du syndicat CGT des retraité·es de Chaumont

Voyeurisme

La violence entre les individus, les groupes et les peuples n'a pas été inventée par l'image, elle n'en est que la représentation. Tant que ces images étaient restreintes par les contingences de la production, de la diffusion, de la reproduction, du visionnage, on était encore peu affecté, on pouvait encore choisir d'y être exposé.

Avec la photographie et les images filmées, le journalisme, le reportage, les témoignages, l'art et les beautés captés nous ont enchantés, émancipés mais aussi ouverts à la dureté des passions humaines.

Et, simultanément, ont commencé à apparaître les détournements, les interprétations fallacieuses, le voyeurisme et les manipulations.

Puis la déferlante des smartphones et des réseaux sociaux ont propulsé chaque utilisateur en œil égotique.

La fiction de George Orwell se fait dépasser par la réalité, des millions d'yeux sont braqués à tout moment dans les rues et le monde pour y traquer l'intime et le mettre en scène, avec la violence et ses racolages qui y tiennent une bonne place. Le meilleur moment du selfie ou du filmage étant l'instant où on brandit l'œil numérique, peu importe le devenir et le poids de cette captation, on veut juste dire : j'y étais et je compte vraiment dans ce monde qui a hissé la transparence volontaire au rang de valeur cardinale.

Et ces jours-ci la violence est le point de mire et l'on ne sait plus si l'image la dénonce ou l'encourage. Les réactionnaires sont en pointe pour instrumentaliser ce flux d'images incessant, ils hystérisent les faits, ne montrent que les clivages et la fureur, en ne laissant aucune place au pacifisme et aux revendications légitimes.

La manipulation bat son plein, le voyeurisme est légitimé.

Loïs Darien

